

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Hamid Karzai, Président de la République Islamique d'Afghanistan, sur les relations franco-afghanes et sur le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, à Kaboul (Afghanistan) le 25 mai 2012.

M. KARZAI -- Au nom de Dieu, nos amis, nos frères, les Afghans et la presse française, je suis honoré d'avoir à côté de moi M.HOLLANDE, le président de la France qui est venu en Afghanistan. C'est son quatrième voyage après avoir pris son poste comme président de l'Etat et c'est l'Afghanistan heureusement.

Le premier contact c'était au téléphone quand on l'a félicité pour sa victoire et en même temps on a eu rendez-vous à Chicago. Comme on le sait très bien en Afghanistan, la France est un de nos amis historique et pendant la guerre. Et c'est un pays qui est en contact en Afghanistan depuis 150 ans et qui nous a beaucoup aidé, qui nous a aidé pendant notre djihad et qui nous aidé au niveau de la construction des écoles pour les afghans et au niveau des hôpitaux pour les afghans et on a des soldats français depuis 10 ans en Afghanistan. Donc de la part de tous les Afghans, je voudrais remercier, Monsieur le Président de la France pour toute votre coopération, la France, les Français, et comme vous êtes ici pour nous assurer au niveau de votre coopération dans la partie civile, dans des parties différentes au niveau de la construction où vous allez nous aider.

Je voudrais vous remercier. Moi, monsieur HOLLANDE et notre autorité nous avons parlé des différentes parties et je suis très content de son voyage en Afghanistan pour nous assurer la relation entre Afghanistan et la France avec ce voyage et qui nous a assuré de leur coopération pour l'avenir. Donc je voudrais le remercier. Encore une fois je vous dis bienvenue en Afghanistan encore une fois je voudrais féliciter les Français pour vous, la France.

LE PRESIDENT -- Monsieur le Président, mesdames, messieurs, j'avais deux raisons de venir en Afghanistan aujourd'hui. La première, c'était de m'adresser aux troupes françaises présentes ici depuis déjà plus de dix ans, pour leur dire que leur mission va bientôt s'achever, qu'une transition est en cours et que d'ici la fin de l'année, l'armée afghane va prendre possession des zones qui sont aujourd'hui protégées par notre armée.

Cette transition se fait non seulement en bonne intelligence avec nos alliés qui sont eux même engagés dans un même processus et se fait en pleine coopération, en plein accord et en pleine amitié avec les autorités afghanes. Et, j'en ai eu confirmation ce matin, les échanges qui se font chaque jour plus intenses entre nos armées vont permettre d'organiser cette transition. La seconde raison de ma présence, c'était de retrouver le président KARZAI que j'avais également rencontré lors du sommet de Chicago pour mettre en uvre le traité qui a été signé au mois de janvier dernier entre mon prédécesseur Nicolas SARKOZY et le président KARZAI et qui va organiser nos relations pour les prochaines années.

A l'occasion de notre déjeuner, nous avons pu aller dans tous les détails de cette opération qui sera pour une part militaire. Aucune troupe combattante ne restera en Afghanistan. A partir de

janvier 2013, il y aura toujours des formateurs qui accompagneront les cadres de l'armée afghane et de la police. Nous aurons aussi une présence à l'hôpital et à l'aéroport. Mais, nous voulons surtout donner une dimension civile, économique à notre coopération.

Nous avons évoqué l'éducation, la formation. Il y a ici des établissements qui marquent l'excellence de ce que la France peut faire, le Président KARZAI a insisté sur la santé et sur une faculté de médecine qui pourrait être prise en charge par la France. Nous avons aussi parlé de ce que nous pouvons faire dans le domaine culturel et pas simplement, même si c'est déjà très important, dans le domaine archéologique.

Nous avons aussi des perspectives économiques et notamment dans trois domaines, l'habitat, le logement, il y a ici des possibilités considérables, compte tenu de la population de Kaboul, le domaine des énergies, énergies renouvelables, recherche pétrolière et le domaine de l'agriculture, parce que nous avons des techniques que nous pouvons offrir à nos amis Afghans et qui leur permettront de redevenir auto-suffisants sur le plan alimentaire.

Bref, il n'y a pas ici qu'une présence symbolique. Nous voulons que la France reste en Afghanistan, différemment du passé, parce que nous avons accompli notre mission.

En 2001, il avait été pris une décision dans le cadre des Nations Unies de venir chasser les Talibans, lutter contre le terrorisme, permettre à l'Afghanistan de retrouver sa souveraineté. Cette mission est sur le point d'être accomplie, c'est une grande fierté, pour les Afghans, pour les Français.

Tout l'enjeu maintenant, c'est de prévoir la présence de la France différemment, utilement avec ce qui doit rester comme activités de coopération militaire et ce qui doit surtout maintenant prendre toute sa place, c'est-à-dire les relations économiques, culturelles et faire en sorte que nos deux pays puissent conformément à leur histoire, et vous avez évoqué la longue histoire qui unit nos deux Nations, faire que la France et l'Afghanistan puissent continuer à permettre le développement de la démocratie, le développement de l'économie et également une culture commune qui puisse nous rassembler autour d'un certain nombre de valeurs que nous partageons.

QUESTION -- non audible.....

Partie sans traduction

LE PRESIDENT -- Ce qui m'a été donné comme témoignage d'expérience par nos propres soldats, ici en Afghanistan, c'est le niveau le plus en plus élevé de qualification, de professionnalisme de l'armée afghane et que dans les missions qui sont aujourd'hui poursuivies en commun par les troupes françaises dans le cadre de l'Alliance et l'armée afghane, il y a de plus en plus d'initiatives qui sont prises par l'armée afghane, avec un niveau d'équipement qui est sans cesse plus élevé. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'efforts supplémentaires à consentir et ce sera d'ailleurs tout l'enjeu, soutenir et développer les conditions de l'armée afghane pour qu'elle puisse elle-même défendre sa propre souveraineté. Je ne dis pas qu'il n'y a pas des manquements ou des insuffisances -- je l'imagine- c'est ce que nous avons à faire, transmettre un certain nombre de formations, d'équipements à l'armée afghane pour qu'elle puisse elle-même jouer tout son rôle. C'est un intérêt commun dès lors que nous sommes dans un moment de transition, il y a une accélération en matière de formation et en matière d'équipement pour que l'armée afghane dispose de tous les moyens pour assurer la sécurité du peuple afghan.

Sur les contributions, vous ne m'avez pas posé la question mais c'est peut-être ce que vous aviez à l'esprit que les alliés, les partenaires devront apporter après 2014, cela fera l'objet de discussions bientôt à Tokyo et donc nous verrons ce que la France pourra faire dans ce cadre.

QUESTION -- (sans traduction)

LE PRESIDENT -- Je rappelle les dates qui seront celles que nous respecterons strictement. A la fin de l'année 2012, il n'y aura plus de troupes combattantes françaises en Afghanistan et nous rapatrierons à peu près 2000 personnels. Il y aura toujours au début de l'année 2013 et encore pour quelques mois des personnels français qui s'occuperont de rapatrier le matériel, nos plus gros équipements. Certes, nous laisserons un certain nombre d'outils utiles à l'armée afghane pour qu'elle puisse être sur les zones que nous allons laisser en capacité d'agir. L'armée afghane

est prête sur la zone de Kapisa à la fin de l'année à reprendre nos installations et le camp dans lequel j'étais ce matin, aujourd'hui il y a 600 hommes français, 600 Afghans et à la fin de l'année, les 600 Français seront remplacés par 600 Afghans avec les moyens qui leur permettront d'agir.

Dans l'année 2013, nous évacuerons nos plus gros matériels. Nous le ferons par les routes qui nous seront proposées. Nous y travaillons d'ores et déjà et toujours dans l'année 2013, nous aurons cette coopération que nous nous avons une nouvelle fois défini avec le président KARZAÏ, coopération de formation des cadres de l'armée afghane, de la police afghan et coopération qui va s'étendre, je l'ai précisé, pour l'hôpital et pour l'aéroport. Voilà l'esprit. Donc laisser notre expérience, laisser un certain nombre d'outils et continuer à travailler ensemble.

M. KARZAI -- (sans traduction)

LE PRESIDENT -- Je vais répondre à une question qui ne m'a pas été posée, selon une vieille tradition française. J'étais donc ce matin avec les soldats français qui connaissaient ce calendrier, qui mesuraient la mission qui leur était une nouvelle fois confiée, transmettre à l'armée afghane, dans les délais qui sont maintenant connus, pour qu'à la fin de l'année, il puisse y avoir une pleine souveraineté de la zone de Kapisa. J'ai vu des hommes et des femmes, des soldats, des sous-officiers, des officiers pleinement conscients du défi qu'ils devaient relever et fiers d'avoir exécuté la mission qui a été la leur et conscients qu'elle n'est pas terminée, car elle n'est pas terminée, jusqu'à la fin de l'année 2012, ils seront toujours à Kapisa. Et après 2012, il y en aura d'autres, pas ceux que j'ai visités, qui continueront à former l'armée afghane.

Et il y a aussi une rencontre que je vais avoir à l'ambassade avec des organisations non gouvernementales qui veulent que la France soit toujours là en Afghanistan, mais sur des missions nouvelles. C'est le double relais que nous devons assurer, le relais militaire, la transition et le relais civil. Faire en sorte que maintenant nos deux pays puissent envisager une autre étape de leurs relations.

Voilà pourquoi j'étais très heureux d'être reçu par le président KARZAÏ qui est un ami de la France et qui sait que la France sera toujours à ses côtés.